

**STIGMATISATION, DIFFAMATION, FAUX PUBLICS, FIASCOS,
IRRÉGULARITÉS DES COMPTES PUBLICS, FAVORITISME, PRÉCIPITATION ...**



**Ne sous-estimez jamais votre pouvoir.
Lors du dernier scrutin,
quelques dizaines de voix seulement
ont fait pencher la balance.**

**Ne laissons pas l'histoire se répéter par omission.
Dimanche, ne laissez pas les autres choisir pour vous.
Votre bulletin est la clé du basculement.
Votez et mobilisez vos proches !**

LE 15 MARS & 22 MARS

**NE LAISSONS PAS PASSER NOTRE CHANCE
DE CHANGER ENFIN LE VISAGE DE MONTARGIS**

Face à l'essoufflement des partis politiques traditionnels, sortons enfin des clivages partisans stériles. Nous vous proposons un nouveau souffle : une gouvernance partagée où chaque habitant devient acteur de sa ville. Ce n'est pas une utopie, c'est notre quotidien. Ce que nous réussissons déjà dans le monde associatif et l'entrepreneuriat, nous l'appliquons au cœur de notre groupe depuis deux mandats. Partout en France, ces démarches citoyennes prouvent que la démocratie participative est la seule solution durable.

LE MOMENT EST VENU : REPRENONS ENSEMBLE LES CLÉS DE MONTARGIS !

LES MÉTHODES ACTUELLES DU MAIRE QUI ABÎMENT NOTRE VILLE :

PRESSIONS & STIGMATISATION

Le climat de tension dans lequel évolue M. Ziri est symptomatique des méthodes de l'actuelle mairie est loin d'être isolé.

Le contexte de harcèlement : depuis que le Maire veut récupérer le bâtiment du Terminus, la famille Ziri subit une violence inouïe :

- Fausses accusations: École coranique, polygamie (suite au piratage de son Facebook pour lequel il a porté plainte dès décembre).
- Pressions : Coupures de chauffage, insalubrité du bâtiment municipal.
- Menaces anonymes graves : balle dans la boîte aux lettres, animaux égorgés, menaces de mort.

Suite à une seconde intrusion par un inconnu à son domicile, M. Ziri a eu une altercation. Il a accepté la peine du procureur (8 mois avec sursis, 5 ans d'inéligibilité). Il n'avait aucun passé violent, un casier vierge, et n'a jamais sombré dans la radicalité. Nous prenons acte de cette décision, seul M. Ziri ne pourra pas siéger (il n'était pas candidat à l'agglo).

DIFFAMATION

Le lendemain de l'altercation, sur France 3, M. Digeon a annoncé une garde à vue deux heures avant qu'elle n'ait lieu. Cette ingérence dans une enquête judiciaire en cours est d'une gravité absolue pour un maire ! Il a également inventé la présence de la police et d'un «locataire en sang... Le maire a lui-même confirmé plus tard qu'il s'agissait de propos colportés ! Nous déplorons que le maire s'évertue à lancer de fausses rumeurs sur la famille Ziri.

CHIFFON ROUGE

Le Chiffon Rouge est une technique qui permet de détourner l'attention. Lors du débat de France 3, M Digeon a créé la polémique sur Mohamed Ziri. Pourquoi cette polémique à ce moment précis ? C'est une technique pour faire diversion et éviter de parler du vrai sujet : les irrégularités des comptes de la ville.

MENSONGES

Avant les dernières élections, l'équipe de M. Digeon, qui pilotait l'agglomération, a lancé un concours d'architecte à 200 000 € pour la Caserne Gudin, promettant que Nexity conserverait le bâtiment de l'Horloge, justifiant une vente à 1€.

La réalité :

Après les élections, le maire a signé le permis de démolir. Dans Médiapart, il a même avoué que ce concours n'était fait que « pour faire rêver les gens ~ ! Grâce à notre collectif #SauvonsGudin, nous avons obtenu le classement de la caserne et sauvé ce patrimoine.



FAVORITISME

Au lieu de faire jouer la concurrence pour protéger l'argent des contribuables, l'agglomération choisit ses partenaires dans la plus grande opacité.

Le scandale Nexity : L'agglomération prévoit de vendre le bâtiment de l'Horloge et d'autres pour seulement 200 000 € à Nexity. Parallèlement, 1,5 million d'euros de subventions publiques sont octroyés via l'opération «Cœur de ville». Ce montage opaque permet à Nexity de dégager une marge de 8,6 millions d'euros !

Nous sommes les seuls à nous opposer à ce scandale

Le bradage Valloire Habitat : Le maire prévoyait de céder 589 logements sociaux pour 1,2 million d'euros (soit 2 000 € par logement !), sans aucune estimation des Domaines. En 2032, la commune devrait récupérer ces logements et pourrait imposer des clauses (rente, gardiennage, rénovations). Grâce à notre action, cette vente a été bloquée.

Nous sommes les seuls à nous opposer au bradage de notre patrimoine et à être attentif à la qualité des logements sociaux

le 28 février 2023, le maire de Montargis écrivait :
"les listes des immobilisations ne sont absolument pas à jour.
Il faut qu'un travail de mise à jour soit fait dans les meilleurs délais"

DEPUIS 3 ANS RIEN N'A ÉTÉ RÉGULARISÉ !

IRRÉGULARITÉS DES COMPTES

Les comptes publics sont truffés d'irrégularités:

- Blanchiment ? Sur les comptes de 2023, la ville a vendu des biens de la Sirène pour 225 000 € alors qu'ils ne correspondent à rien et n'ont jamais existé.
- Des biens fantômes : 261 600 € de véhicules inexistantes (comme de vieilles Renault 4L) sont toujours dans les actifs.
- Des valeurs aberrantes : 1,2 million d'euros pour le basculement d'un logiciel en 2009. 103 140 € de logiciels obsolètes (ex: Word 6).
- Des erreurs massives : 9,1 millions d'euros de travaux terminés ne sont pas sortis des «en cours». 1,05 million € de biens déjà vendus figurent encore dans les actifs.
- Des anomalies non justifiées : 26,4 millions d'immobilisations liées à des «migrations de comptes» sans explication. Une augmentation magique de 16,6 millions d'euros du patrimoine en 2016, sans justificatif.

Nous avons alerté les institutions à 4 reprises (en 2023 et 2024).
Sans réponse, début 2025, nous avons interpellé publiquement
la Chambre Régionale des Comptes, le Procureur et la Préfète.

FAUX PUBLICS

Plus grave encore, les fichiers des comptes administratifs sont modifiés manuellement ! Des pages sont insérées, des en-têtes modifiés. Les immobilisations de la DGFIP et celles de la Mairie ne correspondent pas. (Reconnu dans la réponse à notre alerte).

L'OMERTA INSTITUTIONNELLE

Face à ces dérives financières, c'est le silence absolu :
Départ surprise du Responsable Finances de la ville le 5 décembre 2024.
Aucune régularisation prévue.
La Chambre Régionale des Comptes (saisie depuis août 2023), à notre grand regret, n'a produit aucun rapport ni répondu à nos questions sur le fond.
Les interlocuteurs de l'État changent (départ du Procureur (non remplacé) et du Sous-préfet en septembre 2025) et le dossier stagne.

TAXE FONCIÈRE (Propriétés Bâties)

Montargis : 53,78 % | Moyenne nationale : 39,7 %
Voilà où passe la mauvaise gestion !

PRÉCIPITATION

AU DÉTRIMENT DE L'HUMAIN

La gestion de la ville se fait dans l'urgence, avec des conséquences graves :
- École Gambetta : Un déménagement précipité malgré nos appels à temporiser. Résultat : des travaux faits dans l'urgence et des enfants ont fini hospitalisés.
- Association des 4 saisons : Transférée dans des locaux temporaires par manque total d'anticipation lié à la construction du pôle enfance (qui aurait pu être temporisée). L'association va être installée dans un lieu loué et aménagé pour plus d'1 million d'euros, c'est une véritable gabegie quand on sait que l'école de voile a été reconstruite pour 800 000 €.

DÉMOCRATIE BAFFOÜÉE

Notre groupe a dû agir face à ces abus : nous avons obtenu gain de cause au tribunal à plusieurs reprises, démontrant le bien-fondé de nos recours ! La gestion municipale bafoue ouvertement les règles démocratiques et légales :
- La commission de contrôle des comptes financiers ne s'est jamais réunie, à Montargis, et n'a jamais été créée à l'agglomération en violation flagrante de l'article R. 2222-4 du CGCT. (Code général des collectivités territoriales.)
- Paralysie et opacité : Les commissions municipales n'ont jamais été reconstituées depuis plus d'un an, malgré le départ d'élus. S'y ajoutent l'absence de publication de procès-verbaux (3 juillet 2023) et le refus antidémocratique de soumettre nos amendements au vote.
- Risque électoral et intimidations : Non régularisation inquiétante des listes électorales (aucune radiation !), non convocation d'une élue, et utilisation de « procédures bâillons » pour tenter de nous faire taire.

FIASCO DE LA COMMISSION ÉTHIQUE

Lors de la précédente mandature, la pression des citoyens montargis avait permis la création d'une commission Éthique et Transparence. Ses missions étaient claires : publier ses comptes rendus sur le site de la ville et veiller à ce que la commission de contrôle financier se réunisse enfin.

Sur cette mandature, le groupe Montargis pour tou-te-s, mené par Bruno NOTTIN, a pris la présidence de cette instance. Depuis, le constat est accablant : les citoyens ont été évincés en 2024 et rien n'a changé. L'outil de transparence est devenu une coquille vide dans laquelle l'immobilisme règne, protégeant le système au lieu d'informer la population.

TOUJOURS DU CÔTÉ DES MONTARGOIS

Notre expérience est reconnue et a marqué ce dernier mandat. Le maire sortant tente de nous réduire à une opposition systématique, mais les faits sont là : pendant que d'autres parlent, les Citoyens agissent !

- Des bâtisseurs, pas des destructeurs :

Nous avons obtenu le classement de la Caserne Gudin aux Monuments historiques, préservant ainsi de la démolition ce site d'une grande richesse architecturale.

- Gardiens de la légalité :

Nous avons déposé des recours sur des délibérations de l'agglomération dont nous avons, en amont, signalé les problèmes de légalité... et la justice nous a donné plusieurs fois raison.

- Une expertise de terrain :

Nous avons suivi et apporté notre soutien concret sur les dossiers majeurs : le Cercle Pasteur, l'école Gambetta, les expropriations de la rue du Général Leclerc, le Napoli...

- Prêts à gouverner :

Face aux anomalies financières dénoncées, nous sommes prêts, dès demain, à travailler avec les services de l'État pour régulariser les comptes de la ville.

NOUS SOMMES UNE OPPOSITION CONSTRUCTIVE, RECONNUE À L'AGGLOMÉRATION !

Contrairement à l'image de «bloqueurs» que le maire veut nous donner, nos interventions sont saluées. Le 3 mars 2026, l'intervention de Maurice Mauduit sur la vente d'un énième bâtiment sur Gudin a été très largement applaudie en conseil communautaire.



NOS PROPOSITIONS TRANSPARENCE

Nous mettrons immédiatement en place la commission de contrôle financier.

Nous exigerons l'audit des bailleurs sociaux : nous voulons des explications sur les variations du capital de Valloire Habitat (diminution de 800 millions d'euros). Les facilités faites aux bailleurs (abattement de taxe foncière, terrains gratuits) auront des contreparties obligatoires : entretien réel des logements, rénovations, et retour des gardiens.

Nous publierons tous les chiffres en opendata et fournirons un accès aux données comptables aux membres des commissions municipales

Une comptabilité sincère est le seul moyen de trouver les marges de manœuvre pour faire redescendre notre taxe foncière vers la moyenne nationale.

Nous sommes la SEULE liste à vouloir régulariser l'intégralité des comptes de la ville sur l'intégralité de l'historique de la ville.

Oui, un déficit comptable doit être enregistré.

Non ! Cela n'engendrera aucun endettement supplémentaire.

LE POUVOIR AUX HABITANTS

Des commissions municipales ouvertes :

Vous pourrez participer directement aux réflexions et aux décisions de la mairie en intégrant la commission thématique de votre choix (liste complète dans notre programme).

De véritables Conseils de Quartier :

Dotés d'un lieu dédié et d'un accompagnement, ils vous permettront de créer des animations locales et de débattre des aménagements.

Un budget participatif :

Création d'un budget participatif par quartier, doté d'une enveloppe annuelle, avec appel à projets, vote citoyen et suivi public des réalisations.

7 élus référents de proximité :

Un conseiller municipal sera désigné pour chaque quartier. Son rôle ? Faire remonter vos besoins, s'assurer qu'ils trouvent des réponses rapides, et vous accompagner dans vos projets associatifs.



<https://montar2026.fr/programme>

Notre Programme :



<https://maprocuration.gouv.fr>

**ENSEMBLE,
APAISONS LA VILLE
ET DYNAMISONS
LE MONTARGOIS.**



Votez pour vous !



**Olivier
MASSON**

**Tête de liste
des Citoyens du Montargois**

Accompagné de : GABRIELLE Lise • DJEMAI Hamoud • GHEDIR Faiza • PROFFIT Alphonse • GOKHAN Elif • ZIRI Mohamed • DURAND Virginie • SADOUNI Djamal • AKOA Kristelle • MAUDUIT Maurice • YOUNES Stéphanie • PELLERIN Fabrice • SIMON-LINARD Jennifer • BOUHANIKI Mehdi • VIEIRA CHA CHA Céilia • BLONDON Dagobert • ADJOVI Eléonore • RODRIGUES Mario • BONY Marie-Christine • SERANTES Sonny • BENZEDIRA Karima • CARRE Jeremy • BJUR Dilek • KOUFEIDJI Annicet Patrick • FREMONT Brigitte • DESROSNIERS James Valentin • DESPEYROUX Gaëlle • STAUB-LEPKOWSKI Frederic • BLANCHET Véronique • WEBER Edouard • COEUR Isabelle • LABELLE Dominique • PETIT Colette • ROUSSEL Vincent

